



# PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS  
CLASSÉES

## **Arrêté du 20 mai 2025 portant prescriptions complémentaires modificatives à la société ALSACHIMIE à Chalampé**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, ses livres II et V et notamment son article R. 181-45,

VU les documents BREF auxquels sont soumis les installations et notamment les BREF CWW, WGC et LVOC pris en application de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles,

VU l'arrêté préfectoral n° 2022/141 portant approbation des SDAGE 2022-2027 des parties françaises des districts du Rhin et de la Meuse et arrêtant les Programmes pluriannuels de mesures correspondants,

VU l'arrêté ministériel du 18 mars 2022 portant approbation des SDAGE 2022-2027 des parties françaises des districts du Rhin et de la Meuse et arrêtant les Programmes pluriannuels de mesures correspondants ,

VU l'arrêté préfectoral du 1er juin 2015 portant approbation du SAGE III Nappe Rhin révisé,

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

Vu l'arrêté préfectoral du 25 août 2016 portant prescriptions complémentaires (codificatif pour la partie risques chroniques) à la société RHODIA Opérations située à Chalampé en référence au titre 1er du livre V du Code de l'environnement,

VU l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2019 (version confidentielle) portant autorisation de changement d'exploitant au bénéfice de la société ALSACHIMIE pour le site situé à Chalampé (68490) et réglementé par l'arrêté préfectoral du 25 août 2016 portant prescriptions complémentaires à la société RHODIA Opérations située à Chalampé,

VU la version publique datée du 6 février 2020 de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2019 susvisé,

VU la demande d'adaptation des prescriptions transmise au préfet du Haut-Rhin par la société ALSACHIMIE le 11 décembre 2024,

VU le rapport du 19 mars 2025 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargée de l'inspection des installations classées,

Considérant que l'article 4.3.7 de l'arrêté préfectoral du 25 août 2016 susvisé prévoit que l'ensemble des rejets aqueux du site (quelque soit le point de rejet) respecte des valeurs pour le pH comprises entre 5,5 et 8,5,

Considérant que l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé prévoit à son article 32 que le pH des effluents rejetés dans le milieu naturel doit être compris entre 5,5 et 8,5 et jusqu'à une valeur de 9,5 dans le cas d'une neutralisation alcaline des effluents,

Considérant que l'exploitant exprime, dans sa demande du 11 décembre 2024 susvisée, le souhait de se voir adapter la valeur haute du pH pour le rejet NORD I du site, compte tenu du fait que ce dernier dispose d'une unité de neutralisation alcaline des effluents,

Considérant que dans sa demande l'exploitant fait la démonstration que la modification de prescription demandée n'induirait pas d'augmentation de pH dans le milieu naturel (Grand Canal d'Alsace) à l'aval des rejets du site, et que la compatibilité aux objectifs qualité du milieu est préservée,

Considérant que la demande de modification des prescriptions susvisée n'est pas incompatible avec les objectifs fixés par le SDAGE Rhin-Meuse ou le SAGE Ill-Nappe-Rhin,

Considérant qu'aucune mention n'est faite dans les documents BREF susvisés en lien avec une valeur en pH à respecter avant rejet dans le milieu naturel,

Considérant qu'au vu des éléments exposés ci-avant, les conditions sont réunies pour faire application des dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, en préservant les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 de ce même code,

Après communication du projet d'arrêté à l'exploitant et sa réponse par mail du 12 mai 2025,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### Article 1<sup>er</sup>: objet

La société ALSACHIMIE, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté et dont le siège social est situé route départementale 52 à Chalampé (68490), est tenue de respecter les prescriptions édictées aux articles 2 et suivants du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations sises à Chalampé (68490).

### Article 2 : modification et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Références de l'arrêté préfectoral	Références des articles dont les prescriptions sont modifiées	Nature des modifications Références des articles correspondants du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 25 août 2016	Article 4.3.7	remplacée par l'article 3

### Article 3 : caractéristiques générales des rejets au milieu naturel

Les dispositions de l'article 4.3.7 de l'arrêté préfectoral du 25 août 2016 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les effluents rejetés au milieu naturel doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de substances capables d'entraîner la destruction du poisson ou de nuire à sa nutrition, sa reproduction ou sa valeur nutritive après mélange avec les eaux réceptrices,
- de substances de composés cycliques hydroxylés et de leurs dérivés halogénés,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- température : < 30°C. Pour le rejet Nord II une valeur limite à 36°C est autorisée sur une période de 90 jours cumulés entre le 1er mars et le 1er octobre,
- pour les rejets Nord II et SUD la valeur du pH des effluents est comprise entre 5,5 et 8,5. Pour le rejet Nord I la valeur du pH des effluents est comprise entre 5,5 et 9,5 en cas de neutralisation alcaline,
- couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l ».

### Article 4 : modalités d'exécution

#### Article 4.1 : publicité

Une copie du présent arrêté est transmise au maire de Chalampé pour y être consultée. Cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Chalampé.

Le présent arrêté est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation, par l'exploitant.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

#### Article 4.2 : frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### Article 4.3 : droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### Article 4.4 : sanctions

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des dispositions du chapitre Ier du titre 7 du Livre Ier du Code de l'environnement.

#### Article 4.5 : transmission à l'exploitant

Copie du présent arrêté est transmise à l'exploitant qui devra l'avoir en sa possession et la présenter à toute réquisition.

#### Article 4.6 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire de Chalampé et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand'Est, chargé de l'inspection des installations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société Alsachimie.

À Colmar, le 20 mai 2025

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

signé

Augustin CELLARD

#### Délais et voies de recours (article R. 181-50 du Code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).